

L'"autoritarisme doux" mis en exergue par Marion Maréchal...

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 06 septembre 2021

Source [Boulevard Voltaire] *Passé sanitaire, fracture de la société française, numérisation des données, complotisme, dictature, immigration, élection présidentielle... Marion Maréchal répond aux questions de Boulevard Voltaire en exclusivité !*

La société française est plus fracturée que jamais. On fait beaucoup d'analogies entre les gilets jaunes et les opposants au passé sanitaire. Est-ce le cas et que révèle-t-elle ?

Tout ne se recoupe pas parfaitement sur le plan territorial ou sociologique, mais à la manière des gilets jaunes, ce qui s'exprime ici est une profonde défiance nourrie par des mois, voire des années de mensonges.

Il est probable que ces mobilisations aient pour origine commune une perte de confiance profonde vis-à-vis des institutions et des autorités quelles qu'elles soient. Depuis longtemps, déjà (et pas toujours sans raison !), les élus sont considérés comme des traîtres, les journalistes comme des menteurs, les professeurs comme les acteurs de l'effondrement de l'école et les magistrats comme des laxistes. L'une des rares autorités à faire encore consensus, jusque-là, était le monde médical et scientifique. Cette confiance a explosé en vol avec la crise du Covid, les scientifiques et médecins ayant révélé au grand jour de vives oppositions entre eux, des contradictions dans les analyses, des revirements ou encore des liens d'intérêt douteux avec des laboratoires pharmaceutiques qui remettent en cause l'impartialité de leurs positions. Un vrai traumatisme au pays de Descartes.

Cette crise de confiance contribue à freiner l'adhésion tant aux restrictions qu'à la vaccination. Elle pousse également au doute, à la remise en cause du discours officiel et médiatique, à la recherche d'informations alternatives, le tout encouragé par le foisonnement d'informations disponibles sur Internet.

Vous voulez parler des « complotistes » ?

Cette posture vis-à-vis de l'autorité crée une véritable différence entre des citoyens qui suivent les injonctions gouvernementales sans se poser de question et ceux qui les remettent en cause par principe, ces derniers étant volontiers qualifiés, en effet, de « complotistes » dans la presse et dans la bouche des ministres.

Attardons-nous un peu sur ce terme. Toute l'histoire de la politique n'est qu'une lutte permanente entre le bien commun, l'intérêt général et des intérêts privés. Parfois, le bien commun gagne et parfois les intérêts d'argent et de pouvoir l'emportent au détriment du collectif. Cette injustice est souvent le moteur qui conduit beaucoup d'entre nous à nous engager dans les élections. Il n'y a rien de « complotiste » à imaginer que les décisions prises par les gouvernements ne soient pas toujours animées par la recherche de l'intérêt général. Il

est, au contraire, tout à fait réaliste qu'elles puissent être parfois influencées par des calculs politiques, des logiques de réseaux, des puissances privées, des lobbys d'argent, quelquefois à l'insu même des gouvernants qui se laissent intoxiquer par des informations partiales ou partielles.

Il est donc sain que le citoyen passe la décision publique à la moulinette de son esprit critique, d'autant plus quand celle-ci s'est révélée maintes fois incohérente, comme c'est le cas depuis de nombreux mois, en France.

J'ai récemment lu l'article d'un auteur roumain, Radu Portocal, écrivain et journaliste exilé de son pays par le pouvoir communiste roumain, en 1977, qui faisait un parallèle entre certains mécanismes actuels et ceux à l'œuvre au sein de l'URSS. J'aime autant vous citer directement l'extrait : « *La différence est minime avec le monde soviétique, où la vérité était édictée par le Parti – sans, pour autant, qu'elle fût constante : les intérêts politiques pouvaient, à tout moment, la faire changer. Les gens vivaient donc sous l'empire de la vérité du moment. Nul n'avait le droit de s'en abattre ni de la contester, sous peine de graves persécutions. Nul, non plus, ne pouvait demander pourquoi ce qui avait été vrai la veille cessait de l'être le lendemain. Ou pourquoi énoncer une chose tenue pour vraie une semaine plus tôt, mais tombée en désuétude depuis, faisait courir un risque insensé. Il fallait, sans arrêt, se tenir au courant des fluctuations de la vérité.*

Le propagandiste était l'équivalent de l'actuel vérificateur de vérité. Lui seul savait ce qu'il fallait croire à chaque moment. Celui qui contredisait ses propos ou, simplement, les nuancait tombait dans la catégorie pénale des « lanceurs de fausses rumeurs », devenait un « rumoriste ». Des peines de prison étaient prévues pour ces imprudents.

Nous n'en sommes pas encore là. Ou, plutôt, nous n'y sommes pas de la même manière. Pour l'instant charitables, les progressistes se contentent de fustiger les complotistes, de les exposer à l'opprobre général et de les censurer, quand leurs devanciers, plus expéditifs, envoyaient en prison les rumoristes, ancêtres involontaires de nos complotistes. Cela viendra peut-être. »